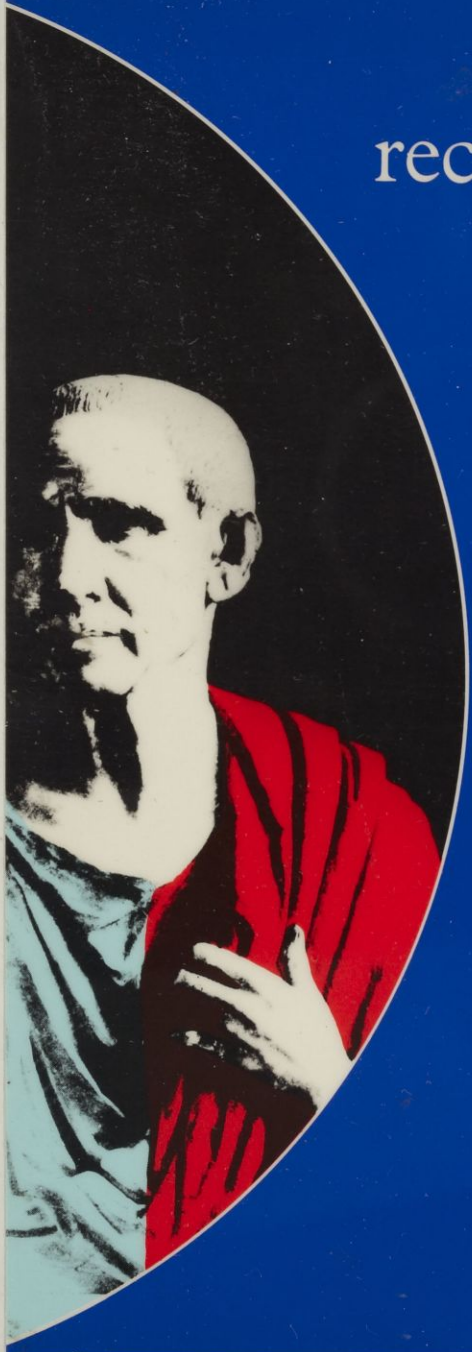
De la reconquête

Caton



Pluriel

De la
Reconquête

449
mars 85

16° Z
10387
(8409)

52
7.8

Collection *Pluriel*
dirigée par Georges Liébert

CATON

De la reconquête



FAYARD

Préface
à cette édition

Pour vaincre la gauche, disions-nous, il faudra se débarrasser de la droite. Le paradoxe eut l'heur d'émouvoir. Les médias se livrèrent à un de leurs jeux favoris : la chasse au pseudonyme. L'on interrogea députés et énarques, écrivains et banquiers, industriels et journalistes, on fit des essais de voix, un professeur de la Sorbonne mit le livre sur ordinateur, mais la battue ne rapportait à chaque fois que de faux butins. Pour une raison simple que nous donnâmes dès la parution du livre et que nul polygraphe ne prit alors au sérieux : la personne de Caton importe moins que ses idées, et les coups d'accélérateur de l'Histoire n'ont plus besoin de vedette. Nous avons néanmoins, neuf mois après la rédaction de l'ouvrage, quelques raisons de nous réjouir.

Que voyons-nous, en effet, que nous annoncions assez clairement dans *De la reconquête* ? Une gauche jadis rêveuse qui institutionnalise la rigueur, des socialistes qui se réveillent chaque matin en s'enquérant gravement du cours du dollar, un gouvernement forcé de faire avaler à son électorat médusé l'amère potion de la crise, — un plan Delors pour la rigueur, — une troisième dévaluation pour tenir la tête hors de l'eau : voilà les barbus donneurs de leçons condamnés à gérer et essayant — ô plaisante purge — de se débarrasser de trente ans de

vocabulaire révolutionnaire - prolétarien - communard - marxo - stalinien. Nous avions écrit que le parti communiste, las de prendre les vessies du réformisme pour les lanternes d'Andropov, dirait un jour à Mitterrand : « Mon gendre, tout est rompu. » Ce jour point de plus en plus précisément, bien avant les prochaines législatives. Nous avions montré comment la droite pouvait faire bon usage du Chevènement, du Goux ou encore du Joxe ; voilà des socialistes qui retrouvent leur perversion préférée : l'orgie verbale, la démocratie salivaire, les joutes oratoires au nom d'une lutte qu'ils savent de moins en moins finale. Ils sont nombreux, heureusement pour la droite, à se croire encore en pleine période de clandestinité oppositionnelle. Mais attention : le nombre des tartarins protectionnistes diminue, et de plus en plus d'instituteurs essaient d'apprendre à lire la réalité sans lunettes. La question est de savoir s'ils en auront le temps.

La droite, quant à elle — ô miracle ! — semble vouloir réfléchir. Du moins, certains de ses chefs ne clament plus sur les toits leur désir de renverser le régime par tous les moyens, et s'aperçoivent enfin que la désaffection des Français pour le gouvernement Mauroy, révélée par les sondages semaine après semaine, ne profite en rien à l'opposition dont on attend encore les idées nouvelles et le projet original pour une France en pleine mutation. De ce point de vue, ce n'est pas la plate-forme au ras des pâquerettes électoralistes récemment approuvée par le RPR et l'UDF qui nous fera changer d'avis. Une fois de plus, à l'heure de l'hégémonie américano-russe et d'une Europe désignée d'office comme prochain champ de bataille, nous frappe le déphasage abyssal entre un discours politique racoleur, revanchard, absurde, baigné du désir insensé de plaire à toutes le criailleries catégorielles, alors qu'il s'agit précisément de les pulvériser, et 54 millions de Français

qui ont perdu la France. Il appartient à leurs représentants de la retrouver, et de cesser de jouer les Soubise satisfaits perdus dans le brouillard.

Tous — à gauche comme à droite — savent très bien que la sidérurgie est fichue, que les futurs médecins seront aussi de futurs chômeurs s'ils n'acceptent pas de quitter la ville pour s'établir à la campagne ou à l'étranger. Tous, à gauche comme à droite, savent encore mieux qu'il est des privilèges auxquels il faut mettre un terme, ceux des agents de l'EDF comme ceux des Caisses d'Épargne, ceux des arnaqueurs de la note de frais comme ceux des intermédiaires, plus nombreux et avides que jamais, entre producteurs et consommateurs ; le nouveau discours politique passe aussi par l'apprentissage de l'audace. Nous l'avons dit, nous le répétons : pour sortir de la crise, il faudra se débarrasser d'une certaine gauche ainsi que d'une certaine droite que l'on nous permettra de qualifier — trivialement mais justement — comme frappées d'absolue « ringardise ».

Nous avions été les premiers à traiter de l'ascension de Raymond Barre, bon père-la-rigueur mais bien dépourvu d'un quelconque pouvoir charismatique. La pédagogie de la crise, qu'il avait commencé d'élaborer avec cette autosatisfaction amère et bourrue qui n'appartient qu'à lui, a été incontestablement suivie et amplifiée, nécessité faisant loi, par le trio Mitterrand-Mauroy-Delors. Hélas, il suffit d'une hausse du dollar pour abolir un plan de rigueur, et il devient de plus en plus difficile d'imaginer Sysiphe heureux, surtout avec un rocher de gauche. Mai 83 n'a vraiment pas ressemblé à Mai 68, et les corporatismes descendus dans la rue avaient la noble aigreur des inéluctables fins de race : la classe ouvrière se meurt de mort lente, les professions libérales sont atteintes d'un cancer dont elles ne se relèveront pas, les commerçants demandent des ballons d'oxygène, les fonctionnaires piquent une tête dans le

sable des droits acquis pour ne pas voir la tempête qui noircit le ciel. Le moyen, après cela, de trouver le chemin de la mobilisation et de l'enthousiasme ?

Le grand vainqueur, avions-nous écrit en conclusion, c'est le *vide*. Il est temps d'en sortir. D'expliquer pourquoi la solidarité doit se substituer à l'égoïsme catégoriel ; pourquoi la complexité doit devenir un mode opératoire débordant de très loin la dialectique binaire et la danse macabre du tout-blanc, tout-noir ; pourquoi un programme politique pour demain devra être axé en priorité sur les nouvelles valeurs qu'il importe de défendre à présent que plus personne, plus rien, ne contrôle l'outil économico-bureaucratique qui ne se nourrit désormais que de ses déchets et de ses délires. Il est temps de passer de la revanche au consensus, des certitudes à la pluralité, du dogmatisme au métissage, des idéologies mortelles à la célébration de l'Autre, encore et toujours. Tout ceci, non pour requinquer un humanisme de bazar qui fait eau de toutes parts, mais par le plus cynique des impératifs : celui de la survie.

Il n'y a plus d'État indépendant, plus d'économie indépendante, plus de statut social, économique, culturel ou héréditaire qui tienne : il y a la souplesse, la convivialité, le nomadisme, la créativité, l'innovation, la conquête et le culot. En un mot : l'aventure. Sans jamais oublier les faibles, les déshérités, les handicapés de la vie ou de l'Histoire ; pas d'héroïsme sans honneur, pas d'honneur sans générosité.

Nous devons passer de l'état de reconquête à l'état de renaissance : tel est le grand dessein de la prochaine décennie, auquel nous espérons, dans la mesure de nos faibles moyens, contribuer. Face à cette tâche, certains clivages apparaissent pour ce qu'ils sont : l'expression la plus achevée de la dérision mortifère. Mais attention :

à ce jeu de négations juxtaposées, c'est la France qu'on risque d'assassiner. Pour longtemps.

CATON, 6 juin 1983.

Prologue

Ainsi donc, nous nous préparons à reprendre le pouvoir. Cette parenthèse cocasse et enivrante du poing et de la rose, nous nous apprêtons, paraît-il, à la refermer. Dans un mois, dans un an, d'ici quatre ans : dans les salons et les bureaux, dans les restaurants à notes de frais et les officines militantes, j'entends çà et là monter les clameurs de la revanche. « La gauche au pouvoir, disait Valéry — pas celui de Sète, bien sûr, celui d'Authon — c'est mai 68 à froid. » On sait combien dura le prurit estudiantin, aux barricades en idéologie mâchée et aux rêves prolétariens en images d'Épinal. Nos amis de la CGT eurent tôt fait de mettre bon ordre au monôme, et de remiser la chienlit au magasin des accessoires, cependant que Jacques Chirac négociait avec Georges Séguy, revolver en poche, les accords de Grenelle. Le Général se montra père sévère dans les transistors et les Français purent retourner à leur sommeil frileux d'exilés de l'Histoire.

Si je me résous à consigner par écrit ces quelques réflexions sur notre temps, nos stratégies et nos devoirs, c'est parce qu'une grande peur me saisit à l'écoute de certains propos, de certaines démarches, venant de la part d'hommes et de femmes que je connais depuis trop longtemps pour douter de leur sincérité. À les en croire, Mitterrand n'en a plus pour longtemps, les hussards du

socialo-communisme vont s'effondrer devant l'ardeur d'une opposition régénérée à la même vitesse que l'armée du Shah — si bien engraissée par les Américains — s'évanouit avec armes et galons devant les passions noires de l'Ayatollah...

En toute chose nous requiert l'exigence du regard froid. La France aux mains d'une coalition socialo-communiste est perçue, par des êtres qui me sont proches, comme une intolérable atteinte au bon goût, un péché contre l'esprit, et surtout une plaie ouverte sur l'avenir de notre cher et doux pays. Il n'est pas normal que ces gens-là soient aux affaires et prennent une part décisive à façonner notre destin. Il est indécent, me répète-t-on, que l'auteur du *Coup d'État permanent* revête constitutionnellement les habits vénérés du président de Gaulle. Soit. Face à cette réalité, il est heureusement plusieurs alternatives, les plus efficaces n'étant peut-être pas les plus sonores.

Chers conservateurs, mes compagnons, cette pause dans notre long coït avec le pouvoir est, n'hésitons pas à le dire, une bénédiction. Le concept sabbatique n'est pas seulement réservé aux universitaires américains. Prenons le temps de la réflexion sur le monde, la France, nous-mêmes. Non pour battre notre coulpe, dans l'imbécile lamento de ceux qui n'ont rien appris et tout oublié ; mais, décryptant le passé pour mieux illuminer l'avenir, repérant les raisons de l'échec pour mieux préparer le succès, il s'agit — ici et maintenant, comme disait l'autre — d'arrêter de jouer les autruches : osons être ce que nous sommes, osons regarder nos adversaires en face, non pour gaspiller notre énergie en combats d'arrière-garde, mais afin de comprendre cette vérité capitale : les socialistes sont en train, en cette période de restructuration mondiale, de — comme on dit vulgairement — nous mâcher le travail. Après, quand nous serons revenus au pouvoir, ce sera plus

facile. Divin paradoxe : ces nouveaux riches de la rigueur s'usent à faire avaler l'amère pilule de l'austérité à un peuple anesthésié par trente ans d'abondance, nourri et choyé par nos soins, auquel nous ne pouvions en aucun cas transmettre l'ombre d'une information : le plus obtus des commis voyageurs sait que la vérité n'est pas électorale. Les socialistes, élus pour « changer la vie », ont commencé, après un an de potlatch idéologique, par changer de cap. Ne pas en tenir compte constituerait la plus dangereuse des erreurs. Venus pour changer le monde, ils sont en train de le comprendre.

Et nous irritent au plus haut point les criailleries des rescapés de cette vieille droite qui a fait son temps, dinosaures hurleurs jaillissant de leur arche après quarante jours de déluge électoral et répétant à tout-va qu'ils sont le pays réel face au rouge pays légal. À peine le temps de s'ébrouer, de secouer leurs museaux ruisselants de pluie, les voici de nouveau sur la brèche. Ceux du Concorde et des abattoirs de la Villette, ceux de la Garantie foncière et des diamants centre-africains, ceux de la Défense et de Beaubourg, les copains et les coquins avec lesquels — il faut tout de même le dire — nous fîmes de la France le quatrième pays exportateur du monde et le troisième pays producteur. Mais il faut en finir avec cette droite zombie, comme l'appelait Gilbert Comte ; et, inversant les termes de ce fou inspiré de Maurice Clavel, nous affirmons que pour vaincre la gauche, il faudra se débarrasser de la droite. Tâche à laquelle un certain nombre d'entre nous s'emploient désormais.

Il est temps d'épeler avec précision les mots de notre tribu. Quelle est cette honte qui amène les plus politiques d'entre nous à se dire humanistes, travaillistes, sociaux-démocrates, pensant en cela reconquérir les urnes en empruntant le vocabulaire « demain on rase gratis » qui sourit jadis à nos adversaires ? C'est avoir sur la

France un point de vue de vétérinaire. Dans l'euphorie nécessaire de l'expansion à tout prix, dans les vapeurs opiacées de la croissance annuelle à 6 % — nostalgie, quand tu nous tiens ! —, dans les infirmeries de l'indemnisation-chômage à 90 % et des prélèvements obligatoires à 40 %, nous avons fait de la France un pays d'assistés. Avant de vitupérer la nationalisation du crédit et les démarches étatiques, souvenons-nous que c'est avec de Gaulle, puis sous Pompidou, enfin sous Giscard que s'instaura puis triompha le tout-État des énarques et des inspecteurs des Finances, pour lesquels le panache blanc de Bayard se baptisait « différentiel d'inflation ». Comme l'écrivait Alain de Benoist : « Nos dirigeants sont devenus prisonniers du principe de plaisir : au lieu d'apaiser la revendication, toute satisfaction donnée à ceux qui réclament la rend encore plus aiguë[1]. » L'aurait-il enfin compris, l'habile Mitterrand, condamné à une rigueur et à des mesures d'austérité que nous dissimulâmes avec horreur ? Nous fîmes du chômage un mal nécessaire, de l'inflation une punition divine, et le moyen d'agir autrement, avec une facture pétrolière décuplée et une Europe en carte-vermeil ?

Nous nous sommes laissés dévorer par les dictatures financières et l'urbanisme massacreur de sites, par le veau d'or de la consommation transformant les êtres en moutons de Panurge happés par l'abattoir des supermarchés ; que signifient le sens de l'effort, le respect du savoir et des formes, à l'heure où le patriotisme devenait une maladie honteuse, le travail un mauvais moment à subir, la famille un hôtel de passe — puisque l'on ne fait plus qu'y passer —, la solidarité et le sens du combat commun bradés par cette bourgeoisie de l'héritage et du pantouflage qui a transformé notre société en monades atomisées, chacun dans son

1. *Les Idées à l'endroit,* Albin Michel-Hallier.

alvéole subventionnée par papa État et maman Sécurité sociale ! Puisse notre échec électoral — et provisoire — nous redonner le goût de l'effort, et la possibilité de constater que l'évolution du monde, la montée de toutes les dissidences, les extraordinaires découvertes biologiques, génétiques et informatiques, loin de nous précipiter aux oubliettes, devraient constituer autant d'armes absolues pour nos futures stratégies.

Mais sont-ils capables, nos politiciens de la nouvelle opposition, de cet effort de réflexion à moyen et à long terme qu'exigent les circonstances ? Seront-ils aptes, pour une fois, à penser au-delà du dernier sondage, de la dernière touche à l'image de marque, de la courbe sinusoïdale du profil de carrière pour électeurs-clients ? À mettre sur pied non seulement une stratégie de programme commun RPR-UDF, mais un véritable projet culturel qui, seul, permit aux socialistes, ces tortues du suffrage universel, de triompher enfin ? Il serait bon, aujourd'hui, que nos chefs apprennent enfin que « sans théorie précise, pas d'action efficace. On ne peut faire l'économie d'une idée. Toutes les grandes révolutions de l'Histoire n'ont fait que transposer dans les faits une évolution déjà réalisée, de façon sous-jacente, dans les esprits[1] .»

Nous a perdu notre propre myopie. Deux dates comptèrent beaucoup plus que le 10 mai 1981 : mai 1968 et octobre 1973. La révolte anti-autoritaire et le premier choc pétrolier. Nous ne sûmes assumer ni l'une, ni l'autre. Et pourtant ! Les jeunes se révoltaient contre le veau d'or, l'américanisation des cervelles métamorphosées en hamburgers, la pollution spirituelle, morale et matérielle des affairistes du sexe, de la technique et de l'argent. Révoltes qui, sur de nombreux points, eussent dû être les nôtres. Mais le virus de

1. Alain de BENOIST, *Op. cit.*

l'affairisme autosatisfait nous joua un mauvais tour, et les triomphales élections de juin nous précipitèrent dans un sommeil rassuré : nous avions questionné les masses, celles-ci avaient reçu leurs augmentations de salaires et ne demandaient qu'une chose : paître en paix sur les plages de leur transhumance saisonnière. Nous nous congratulâmes de la Concorde à l'Étoile, et des billets de banque mouillés de bonheur effectuèrent un retour triomphal de Genève à Paris. Nous avions eu chaud. Les innombrables traces inscrites dans les têtes de centaines de milliers d'hommes et de femmes sur la manière de vivre sa vie, de choisir son temps, de trousser la hiérarchie, de retourner à la terre, de mettre en question le niveau de vie, de tout cela nous nous foutions royalement. Nous eûmes tort : treize ans plus tard, ils nous le firent bien voir.

En 1968, de Gaulle ouvrit les pompes à essence ; en 1973, un monarque saoudite les ferma. Le pétrole valait 2 dollars le baril ; il en vaut 30 aujourd'hui. En 1981, la hausse du dollar aura augmenté, en francs, de 30 % le prix de nos importations de pétrole. On l'a dès lors seriné sur tous les tons, sur tous les temps : la période des vaches grasses était terminée, la crise était là, non comme une maîtresse folâtre qui vous énerve le temps d'un week-end et que vous fuyez avec courage dès le lundi matin, mais comme une épouse acariâtre unie pour la vie, sous le régime de la communauté des biens. Que firent nos gouvernants ? Nous eûmes beau leur répéter, dans ces rencontres que le hasard, le protocole et les affaires suscitent, qu'il ne s'agissait pas d'une « rupture » — concept imbécile s'il en fut — mais d'un retour à l'état normal qui, si des mesures draconiennes et impopulaires n'étaient prises, si un discours churchillien n'était aussitôt tenu aux Français, allait faire de l'inflation et du chômage une éblouissante spirale conjuguée et ascensionnelle : peine perdue. Au lieu de cela, qu'en-

tendîmes-nous, cent fois modulé dans les préaux des écoles et les tribunes télévisées ? Que nous arrivions au bout du tunnel, que le chômage allait être vaincu, que la relance nous serait une incontournable parade ; les experts, aussi assurés en surface qu'ils étaient affolés en privé, couraient de Keynes à Friedman et de Friedman à Keynes, cherchant fébrilement leur chemin de Damas, colmatant une brèche ici, en ouvrant une autre là-bas, cependant que le discours des maîtres se structurait sur une invariance minérale : ne point troubler le sommeil des Français. « Car, murmuraient-ils in petto, le réveil risquerait de nuire à nos fauteuils .» Dans son ouvrage *Le Pari français*[1], Michel Albert, commissaire au Plan sous Giscard, raconte l'effarante fable du septième Plan 1976-1980. Des études confidentielles du ministère de l'Industrie montraient par exemple que les emplois industriels allaient diminuer de cinq cent mille pendant cette période ; il en était de même en d'autres domaines. Or les scénarios prospectifs étaient bâtis sur des bases fausses, et tout le monde au Plan le savait. Mais dès avril 1976, Giscard et Chirac décidaient que le seul objectif acceptable ou avouable pour le septième Plan était le retour au plein-emploi... à l'horizon 1980 ! C'est sur cette base que le Plan fut aisément voté par le Parlement en juillet 1976[2]. Victoire de la démagogie sur la lucidité, politique de l'autruche face à une réalité réfractaire au schéma de l'expansion chérie. Un exemple parmi tant d'autres de la stratégie de la peur.

Ce n'est point en effet par bêtise ou par médiocrité qu'ont péché nos princes, mais par cette anxiété particulière, cette angoisse du présent qui marquent les esprits plus aptes à gérer qu'à innover, et qui préfèrent les petites épures aux grands desseins. La croissance en

1. Le Seuil.
2. Voir annexes.

chute libre requiert des hommes d'État : nous eûmes de brillants administrateurs. Dernier des monstres sacrés : de Gaulle, homme de tempête et d'Histoire, dont les apparentes volte-face ne servirent qu'à la concrétisation du projet réussi de faire passer la France de la décolonisation à l'expansion. Quel fabuleux lifting ce vieux pachyderme aura mené à bien ! Pompidou géra l'hexagone comme la banque Rothschild. Qui eût pu l'en blâmer ? Certains esprits grincheux dénonçaient « un enfer de tours, de béton, de métal, un Far West social, des taxes, des péages, la police partout. Paris converti en parcmètres payants, de la Chapelle à Montrouge ; l'hexagone défiguré comme ils saccagèrent la Côte d'Azur. En politique, une effrayante bâtardise de giscardisme et de gaullisme. Des contrôles fiscaux le jour, et la nuit, des barbouzes[1] ! » Certes, il y eut Concorde, la Villette, la Garantie foncière, le Patrimoine foncier, les rêves de gloire sans appui et les affaires louches sans surveillance, les grands projets et les petites rapines. Mais bah ! répondait-on. Y a-t-il expansion sans bavures ? La France ravalée valait bien quelques fausses factures.

Il y eut plus grave. Il y eut maladie mortelle : à ce jeu-là, nous avons bien failli perdre notre âme, par l'aveuglement des uns, l'affairisme des autres et la démagogie de tous. Au risque de plonger certains de mes amis dans le courroux, j'écrirai tout net ce que certains d'entre nous se contentent de murmurer : de même que de Gaulle nous fit passer de l'empire colonial à l'orée du XXIe siècle, de même Mitterrand va nous aider à passer sans trop de violence le cap de l'adaptation au monde d'incertitudes dans lequel nous sommes entrés depuis dix ans. Giscard prétendait gérer l'imprévisible, moyennant quoi il demandait à Barre la quadrature du cercle : un franc fort, une inflation réduite à un chiffre,

1. Gilbert COMTE, *Chirac,* Éd. Régine Deforges.

une diminution du chômage, un commerce extérieur florissant. Tout cela avec un impératif absolu : maintenir la paix sociale. Les leçons du professeur étaient roboratives, mais les Français avaient eu leur compte de cours magistraux. Mitterrand est en passe de leur faire accepter ce que nous n'aurions jamais réussi : l'impossibilité absolue d'assurer désormais à la fois le niveau de vie, la garantie de revenus et la sécurité de l'emploi. Nous disions le contraire : nous mentions. Mais nous pensions que si « l'homme est de glace aux vérités, il est de feu pour les mensonges[1] .»

J'entends d'ici les arguments de ceux qui me sont chers : et les promesses non tenues des socialo-communistes ? Et leurs rêves de croissance tous azimuts, de travail pour tous, de justice et de fraternité ? Que n'ont-ils promis avant le 10 mai, que n'ont-ils distribué, avec cette libéralité caractéristique des nouveaux riches, pendant quelques mois, pour opérer par la suite un virage à 180 degrés, au point que certains de leurs jeunes hussards enseignants et barbus en mugissent d'indignation ! Je pense au brave André Laignel, député de l'Indre et trésorier du PS, qui a pris la tête des frondeurs en disant à Pierre Mauroy : « Je suis scandalisé, et je suis persuadé que l'immense majorité des salariés l'est avec moi. Je suis étonné que le Premier ministre n'ait pas envie que cesse le rôle d'amoureux éconduit que, depuis quelque temps, le gouvernement joue. Pierre Mauroy-Cyrano sous les fenêtres de Gattaz-Roxane, on sait comment cela se termine : c'est quelqu'un d'autre qui embrasse la jolie fille. » Sympathique Laignel ! En l'occurrence, la jeune fille n'est plus vierge depuis longtemps, et le plus obscur des Watusis qui nous gouvernent sait qu'entre les patrons et les socialistes, cela ne sera jamais qu'un mariage forcé, eu égard à la

1. La Fontaine, *Fables,* « Le Statuaire et la Statue de Jupiter ».

paranoïa ravageuse qui règne dans les deux camps. D'un côté, Mauroy réplique : « Nous aidons les entreprises, pas les patrons », comme s'il pouvait y avoir entreprises performantes sans capitaines courageux et efficaces ; de l'autre, en dépit de quelques notables exceptions, les petits industriels et les commerçants restent persuadés que des cosaques enseignants et barbus vont établir des soviets partout, nationaliser leurs femmes, violer leurs filles et, plus grave encore, permettre à un Mohamed quelconque de s'exprimer en arabo-berbère à l'intérieur même du lieu de travail.

Donc, les petits soldats roses de l'an II ne tiennent plus — au prix de louables efforts — le même langage. À l'état de grâce a succédé l'état d'urgence. Et me ravit le cœur de voir mes amis — c'est de bonne guerre — mettre le gouvernement en face de ses contradictions, et, au nom même de cet idéal « révolutionnaire » qui nous flanque une urticaire chronique, lui frotter le nez dans le guano d'une social-démocratie qui n'ose pas dire son nom. Mes chers amis, vous rappelez-vous comment De Gaulle, en 1958, avait entamé le « processus », comment il nous avait compris, comment l'Algérie devait rester irrévocablement française ? Et le virage opéré deux ans plus tard, au grand dam d'un quarteron de généraux moins félons que cocus, et de milliers de soldats perdus ? Il n'est de véritable homme d'État qui ne sache jouer au poker menteur. Quant à rêver aux chances d'une OAS socialiste, d'une base frustrée se révoltant contre ses chefs, il faudra y contribuer autant que faire se peut, mais sans illusions. Restent le parti communiste et la CGT : nous y reviendrons. En attendant, avouons-le : la fin de l'indexation des salaires sur les prix, le glas de l'échelle mobile, il fallait, comme on dit vulgairement, le faire.

Ne nous y trompons pas : nous sommes certes au début de la longue marche qui nous ramènera au

pouvoir. Et nous ferons tout pour reprendre l'Élysée, puisque celui-ci, osons l'écrire, nous appartient de droit. Nous avons fait la France : nous ne laisserons pas d'autres la défaire. Mais auparavant — et tout en cheminant — posons-nous les questions essentielles, les véritables hiérarchies de priorités, ne nous cachons rien, surtout pas nos faiblesses, nos manques et nos trahisons ; la reconquête passe par l'inventaire lucide et sans complaisance de nos erreurs, ainsi que par l'analyse objective de l'action de nos adversaires. En tout état de cause, nous ne retrouverons pas la France telle que nous l'avons laissée. Osons le dire : il n'est pas sûr que nous ayons à le regretter. Jamais, dans le monde actuel, l'expression « combat de nègres dans un tunnel » n'avait revêtu de si beaux accents de vérité. Au point qu'un professeur de Cambridge, Jonathan Steinberger, a pu écrire dans le *Financial Times* du 7 septembre 1982 : « Les gouvernements, pendant les quinze années qui viennent, vont faire des promesses qu'ils ne pourront pas tenir, et en seront punis. Il est manifeste qu'aucun gouvernement, où que ce soit, n'a la moindre idée de ce qu'il faudrait faire pour sortir de l'actuelle *stagflation* [mélange de stagnation et d'inflation][1]. » Souvenons-nous-en, si nous ne voulons pas être balayés dès notre retour à Matignon d'abord, à l'Élysée ensuite. N'en déplaise à ceux qui fantasment sur Bonaparte, Boulanger ou de Gaulle, nous devons cesser de jouer les grenouilles qui demandent un roi. Mais d'abord revenir aux sources et aux traditions, non pour y pleurer le passé, mais pour y puiser les indispensables matériaux de construction de l'avenir qui, comme chacun sait, n'est plus ce qu'il était.

1. Cité par André FONTAINE dans *Le Monde* du 17 septembre 1982.

I

Douce France

Pourquoi et comment en arrivâmes-nous là ? Les sinueux méandres du combat des chefs — sur lesquels nous nous étendrons — et les cabrioles du dernier septennat ne doivent pas faire oublier les causes lointaines. 1940 a tué une vieille droite royale, religieuse, nostalgique d'un ordre naturel, patriarcal, paysan. La collusion avec l'occupant d'un certain nombre de possédants (« plutôt Hitler que le Front populaire »), le rôle contesté du maréchal, les trahisons, la lâcheté devant l'immonde ont précipité dans la trappe bien de nos légitimistes et de nos orléanistes. L'homme du 18 juin prenait le pouvoir avec les socialistes et les communistes, en nationalisant à tour de bras, beaucoup plus que ne l'avait fait le Front populaire dix ans plus tôt : Renault, Air France, les Charbonnages, le Gaz, l'Électricité, les grandes compagnies d'assurances, la Caisse des Dépôts, les trois grandes banques : Crédit Lyonnais, BNP, Société Générale. Jacques Chirac et les hussards bon chic bon genre des clubs de l'opposition ont déjà déclaré qu'il fallait, ici aussi, « dénationaliser ». Ce qui était bon pour de Gaulle ne le serait plus pour les gaullistes ? Il importe, chers compagnons, d'être précis.

L'Europe en ruine comptait ses morts et ses rescapés. Les tickets de rationnement donnaient droit aux rutabagas de la pénurie. Enfin vint Marshall qui distribua en

Europe occidentale plus de 14 milliards de dollars entre 1948 et 1952. En même temps, le plan Monnet posait les conditions de la résurrection française. Brûlons les étapes ; Mendès France et le début d'indépendance en Afrique du Nord, la fin de la guerre d'Indochine, de Gaulle et la fin de la guerre d'Algérie, décolonisation accomplie, franc dévalué de 17,5 %, concurrence facilitée au sein de la Communauté Économique Européenne, les années-lumière : croissance de 5 à 6 % par an, les exportations augmentent annuellement de 10 %, le plein-emploi triomphe, la France devient la 4e puissance industrielle du monde libre et le 3e exportateur, ex-æquo avec le Japon. Nos réserves d'or décuplent, les bas de laine craquent, hosanna à l'infinie joie de consommer ! À nous les fantasias de Palma de Majorque, les week-ends neigeux à Avoriaz, le défilé sur les planches à Deauville, les joies de l'électro-ménager ; alors que ce pauvre Henri IV ne promettait la poule au pot que le dimanche, nous avons Léon Zitrone chaque jour. Nous nous endettons dans la joie, les paysans quittent en masse leurs villages pour peupler avec leurs marmots les HLM banlieusardes où Jean Ferrat prépare en pleurant le poulet aux hormones. Le samedi soir après le turbin, l'ouvrier parisien prend sa voiture pour faire trois heures de sur-place Porte d'Orléans. De plus en plus, heureusement, à la chaîne, à la voirie, sur les chantiers, Mohamed, Rodriguez et Pablo viennent les relayer pour les travaux peu reluisants. La jeunesse existe : le monde des affaires l'a rencontrée. Salut les copains, cassez votre tirelire, on vous attend. La société du spectacle et de la marchandise se met en place, sans que nul d'entre nous n'en soupçonne même les effets pervers, les ferventes contestations qu'elle inoculera dans les cortex juvéniles. Qui dans la droite politique, a lu les Situationnistes ?

Nous pouvons néanmoins demander les circonstances atténuantes. Car enfin, depuis 1947, date à laquelle Ramadier avait renvoyé les communistes à leurs cellules, la gauche n'existait plus pour nous que comme aimable repoussoir, bouledogue revendicateur auquel nous jetions, avant chaque élection, quelques os bien mœlleux ; mis à part l'épisode Mendès France, qui, ne l'oublions pas, nous aida lui aussi à passer un cap, nous régnâmes indivis durant trente-cinq ans. Par charité chrétienne, nous n'évoquerons pas ici le gouvernement Guy Mollet, sauf à exhumer le prix des tomates algéroises et le salaire de la peur : une diarrhée de gauche vaut bien une diarrhée de droite. Que la mort de Mendès France ait donné lieu à un tel concert de louanges et de nostalgie, venant souvent de ceux-là mêmes qui le couvrirent d'injures, en dit long sur la popularité des « éveilleurs » dans notre pays. Ultime plaisanterie *post mortem* pour le buveur de lait qui régna sept mois et qu'un consensus national porta aux nues, montrant dans quels abîmes de médiocrité morale nous sommes tombés depuis lors.

Mendès voulait réveiller les masses : dangereuse entreprise. Qui, dans la droite politique, dans l'opposition d'aujourd'hui, a lu Baudrillard ? « Mieux informer, mieux socialiser, élever le niveau culturel des masses, etc. Foutaises : les masses résistent scandaleusement à cet impératif de la communication rationnelle. On leur donne du sens, elles veulent du spectacle. On leur donne des messages, elles ne veulent que du signe... Elles idolâtrent tous les contenus, pourvu qu'ils se résolvent en une séquence spectaculaire. » Ou encore : « Le politique ne fait plus depuis longtemps qu'office de spectacle sur l'écran de la vie privée. Le jeu électoral a